



Schweizerisches Kompetenzzentrum für Menschenrechte (SKMR)
Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH)
Centro svizzero di competenza per i diritti umani (CSDU)
Swiss Centre of Expertise in Human Rights (SCHR)

Themenbereich Polizei und Justiz

Update „Freiheitsentzug“

Januar – März 2015

International

UNO

Expertengruppe erreicht Konsens über den Text der revidierten „UN-Mindestgrundsätze für die Behandlung der Gefangenen“

Einigung anlässlich des vierten Treffens in Kapstadt (Südafrika) vom 2. - 5. März 2015

- Die Expertengruppe empfiehlt, dass die Kommission für Verbrechenverhütung und Strafrechtspflege die revidierten Grundsätze an den Wirtschafts- und Sozialrat zur Genehmigung und dann an die UNO-Generalversammlung zur Annahme übermittelt.
- Zu Ehren des ehemaligen Präsidenten von Südafrika Nelson Mandela sollen die Grundsätze auch als „Mandela Rules“ bekannt werden.

Zusätzliche Links: [Bericht zum Treffen der Expertengruppe mit Grundsätzen im Annex nach Themenbereichen \(UN-Doc. E/CN.15/2015/17\)](#); [Zusammenstellung \(systematisch\) der Grundsätze von Penal Reform International](#); siehe zur Überarbeitung der Mindestgrundsätze auch Updates 1.Q.2014 und 3.Q.2013

Schlagwörter: *Standard Minimum Rules; Gesundheit in Haft; Disziplinarsanktionen; Einzelhaft; Rechtsschutz; Strafvollzugspersonal*

EGMR

Urteil [Papillo c. Suisse](#) vom 27. Januar 2015 (Nr. 43368/08)

Unterbringung in einem Gefängnis statt einer Klinik stellt keine Verletzung von Art. 5 EMRK dar

- Der Bf. war im Jahr 2005 zu einer stationären Massnahme (Art. 43 Ziff. 1 Abs. 1 aStGB) verurteilt und zur Behandlung in der psychiatrischen Klinik Königsfelden untergebracht worden. Da er sich der angeordneten Behandlung nicht unterziehen wollte, verlegten ihn die Behörden in ein Gefängnis. Dort liess sich der Bf. auf eine Therapie ein, er lehnte aber Gespräche über eine Unterbringung in der Klinik Rheinau ab. In der Folge wurde er im Gefängnis behandelt.
- Der EGMR stützte den Entscheid des Bundesgerichtes und stellte fest, dass der Bf. im Gefängnis eine ausreichende Behandlung erhalten habe, die zu einer Stabilisierung des Zustandes des Bf. geführt habe und in der Folge auch zu dessen Entlassung.
- Keine Verletzung von Art. 5 Abs. 1 lit. e EMRK.

Zusätzliche Links: [Pressemitteilung EGMR S. 6 \(en\)](#); [Pressemitteilung EGMR S. 6 \(fr\)](#)

Schlagwörter: *EGMR; EMRK 5 I; geeignete Einrichtung; Vollzugsort; psychisch Kranke; stationäre Massnahme*



Urteil [Hutchinson v. the United Kingdom](#) vom 2. Februar 2015 (Nr. 57592/08)

Änderung der Rechtsprechung zu lebenslangem Freiheitsentzug im Vereinten Königreich

- „Dans cette affaire, un homme purgeant une peine de réclusion à perpétuité réelle pour meurtre alléguait que cette peine constituait un traitement inhumain et dégradant, en l'absence de tout espoir de libération.“
- „Dans un arrêt antérieur rendu le 9 juillet 2013 en l'affaire Vinter et autres c. Royaume-Uni, la Cour avait dit que le droit britannique régissant le pouvoir pour le ministre de la Justice de mettre en liberté ce type de détenus n'était pas clair.“
- „Or, dans son arrêt R v. Newell; R v. McLoughlin, du 18 février 2014, la Cour d'appel avait expressément dissipé ces doutes et dit que le droit interne faisait obligation au ministre de la Justice de libérer tout détenu condamné à la perpétuité réelle dont il peut être établi que des «motifs exceptionnels» justifient la libération et que l'exercice de ce pouvoir est soumis au contrôle des juridictions nationales. Dans son arrêt rendu ce jour, la Cour européenne conclut, au vu de ces éclaircissements, que la peine de perpétuité réelle fait l'objet d'un contrôle en droit national et est donc compatible avec l'article 3 de la Convention.“
- Antrag zur Überweisung des Falles an die grosse Kammer ist pendent.

Zusätzliche Links: [Pressemitteilung EGMR \(en\)](#); [Pressemitteilung EGMR \(fr\)](#); [Legal Summary EGMR \(en\)](#); EGMR-Urteil Grosse Kammer [Vinter and Others v. UK](#) (Update 3.Q.2013)

Schlagwörter: EGMR, Vereinigtes Königreich; EMRK 3; lebenslanger Freiheitsentzug; Entlassung

Urteil [Helhal c. France](#) vom 19. Februar 2015 (Nr. 10401/12)

Fortdauernde Haft einer Person mit einer schweren körperlichen Behinderung verletzt Art. 3 EMRK nicht, die Haftbedingungen hingegen schon

- „L'affaire concernait la compatibilité de l'état de santé d'un détenu handicapé avec son maintien en détention et les modalités de sa prise en charge en prison.“
- „La Cour a jugé en particulier que, si le maintien en détention n'était pas en soi constitutif d'un traitement inhumain ou dégradant compte tenu du handicap du requérant, l'insuffisance des soins de rééducation qui lui ont été dispensés et l'inadaptation des locaux à son handicap étaient en revanche contraires à l'article 3 de la Convention.“
- „[...] [S]'agissant de la qualité des soins, la Cour estime que les autorités nationales n'ont pas fait tout ce qu'on pouvait exiger d'elles pour offrir à M. Helhal la rééducation dont il avait besoin. En particulier, M. Helhal n'a pas pu bénéficier de séance de kinésithérapie de 2009 à 2012 et bénéficie seulement d'une courte séance hebdomadaire depuis 2012. [...] Enfin, s'agissant des conditions de détention, la Cour juge que l'assistance d'un co-détenu, dont bénéficie M. Helhal pour faire sa toilette en l'absence de douches aménagées pour les personnes à mobilité réduite, ne suffit pas à satisfaire l'obligation de santé et de sécurité qui incombe à l'État.“

Zusätzliche Links: [Pressemitteilung EGMR \(en\)](#); [Pressemitteilung EGMR \(fr\)](#); [Legal Summary EGMR \(fr\)](#)

Schlagwörter: EGMR; Frankreich; EMRK 3; geeignete Einrichtung; Gesundheit in Haft; sanitäre Einrichtung; Entlassung

Urteil [Varga and Others v. Hungary](#) vom 10. März 2015 (Nr. 14097/12, 45135/12, 73712/12, 34001/13, 44055/13 und 64586/13)

Weitverbreitete Überbelegung in ungarischen Haftinstitutionen: EGMR erinnert an seine allgemeinen Grundsätze

- „La Cour rappelle les principes généraux de sa jurisprudence en matière de surpopulation carcérale. Elle signale en particulier que, si le fait pour un détenu de disposer de moins de 3 m² d'espace personnel laisse fortement présumer que la détention de celui-ci s'analyse en un



mauvais traitement au sens de l'article 3 de la Convention, cette présomption peut parfois être contrebalancé par les effets cumulatifs des conditions de détention, notamment la brièveté de l'incarcération du détenu, la liberté de mouvement dont il dispose (dans la cellule et dans le reste de la prison) et la possibilité de faire de l'exercice en plein air. À l'inverse, même lorsque l'espace personnel dont dispose un détenu paraît suffisant (de 3 à 4 m² par personne), la Cour peut conclure à l'existence d'une violation de l'article 3 lorsque l'exiguïté de l'espace vital s'ajoute à l'insuffisance de la ventilation et de l'éclairage, au manque d'activités extérieures et à de mauvaises conditions sanitaires et d'hygiène."

- „La Cour observe en particulier que l'exiguïté de l'espace personnel dont M. Pesti disposait – 2,86 m² au maximum – est suffisamment grave pour s'analyser en un traitement dégradant aux fins de la Convention, compte tenu en particulier du fait que cette situation a duré trois ans. En ce qui concerne les autres requérants, elle observe que d'autres aspects de la détention que le grief principal de surpopulation carcérale sont à prendre en compte, notamment le caractère inapproprié des installations sanitaires, l'infestation des cellules par des insectes, l'insuffisance de la ventilation et du couchage, l'accès restreint aux douches et le manque de temps passé hors cellule.“
- „En conséquence, la Cour conclut que l'exiguïté de l'espace personnel disponible pour chacun des six requérants, aggravée par les effets cumulatifs des autres aspects de leur détention, contrevient aux normes européennes fixées par le CPT et par la jurisprudence de la Cour. La détresse et les épreuves endurées par les requérants ont par conséquent excédé le niveau inévitable de souffrance inhérent à la détention et ont atteint le seuil de gravité requis pour être qualifiées de mauvais traitements.“

Zusätzliche Links: [Pressemitteilung EGMR \(en\)](#); [Pressemitteilung EGMR \(fr\)](#); [Legal Summary EGMR \(en\)](#)

Schlagwörter: EGMR; Ungarn; EMRK 3; Überbelegung; sanitäre Einrichtungen; Zelleninfrastruktur

Entscheid [Constancia v. the Netherlands](#) vom 26. März 2015 (Nr. 73560/12)

Freiheitsentzug bei einer psychisch kranken Person (Art. 5 Abs. 1 lit. e EMRK): Erstmalige Zulassung anderer Informationen anstelle einer medizinischen Untersuchung des Gesundheitszustandes

- Unzulässige Beschwerde.
- „Le requérant se plaignait d'avoir été interné pour cause d'«aliénation» en l'absence de diagnostic précis quant à son état de santé mentale. Reconnu coupable de l'homicide violent d'un enfant de huit ans, il avait refusé d'être examiné, ce qui rendait impossible l'examen de son état de santé mentale.“
- „La Cour juge en particulier que, face au refus total de coopérer opposé par le requérant, le tribunal qui l'a jugé était fondé à conclure sur la base des informations dont il disposait – notamment des rapports psychiatriques établis par le passé, l'opinion d'un psychologue et d'un psychiatre sur le dossier complet du requérant (y compris les enregistrements sonores et audiovisuels de ses interrogatoires), et ses propres investigations sur l'affaire – que le requérant souffrait d'un réel trouble mental d'une nature ou d'un degré propres à justifier son internement forcé.“
- „Il s'agit de la première affaire dans laquelle la Cour admet que des informations préexistantes puissent remplacer un examen médical de l'état de santé du requérant.“

Zusätzliche Links: [Pressemitteilung EGMR \(en\)](#); [Pressemitteilung EGMR \(fr\)](#); [Legal Summary EGMR \(en\)](#)

Schlagwörter: EGMR; Niederlande; EMRK 5 I; psychisch Kranke

Ministerkomitee des Europarates



National

Bundesgericht: Urteile

BGer [6B 152/2014](#) vom 6. Januar 2015

Vorwürfe in Zusammenhang mit Selbstmordversuchen in Champ-Dollon müssen untersucht werden

- Der Bf. hat ein Recht darauf, dass seine Vorwürfe gegen mehrere Strafvollzugsbeamte wegen unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung untersucht werden.
- Dem dargestellten Sachverhalt und den damit verbundenen Behauptungen konnte nicht von vornherein jede Glaubwürdigkeit abgesprochen werden und die Behörden hätten bei der Beurteilung das Prinzip „in dubio pro durore“ beachten müssen.
- Der Bf. machte folgenden Sachverhalt geltend:
„- Le 19 août 2011, X. avait été placé dans une cellule d'isolement aménagée en cellule forte. Il avait alors protesté et demandé de voir le directeur. Il s'était ensuite mis autour du cou le câble d'antenne de la télévision, cette dernière ayant été enlevée avant sa mise en cellule, en menaçant de se "laisser tomber" si on ne le mettait pas en présence du directeur. - Le chef d'étage, lors de son passage, lui aurait dit "tu n'as qu'à te pendre, cela fera bien rigoler tes victimes". X. s'était pendu. Il avait été ensuite amené aux urgences des HUG à moitié inconscient.
- Lors de son retour des urgences à la prison, dans la nuit du 19 au 20 août 2011, X. avait cheminé sous les insultes de surveillants ("sale arabe, sale violeur, t'es qu'une merde connard").
- Il avait ensuite été conduit dans la même cellule. Un gardien prénommé E. avait désigné le câble d'antenne en disant "regarde, on t'a laissé une surprise. Cette fois-ci, j'espère que tu mourras". Durant la nuit, le même gardien s'était posté régulièrement devant la porte pour lui dire "t'es toujours pas mort, pends-toi connard".
- Le 22 août 2011, X. a été transféré dans une véritable cellule forte et a à nouveau attenté à ses jours. Il a ensuite été conduit aux urgences, passant la nuit en observation, avant d'être transféré à l'Unité de psychiatrie pénitentiaire.“

Zusätzliche Links: ---

Schlagwörter: *Bundesgericht; Genf; Suizid; Einzelhaft; psychisch Kranke; Untersuchungspflicht; Rechtsschutz; BV 10 III; EMRK 3; EMRK 13; UN-Pakt II 7; FoK 13, StPO 6; Staatsanwaltschaft*

BGer [6B 895/2014](#) vom 30. März 2015

Keine Willkür bei Verweigerung der Benützung des Familienzimmers

- Das Bundesgericht verneinte eine Verletzung des Willkürverbotes nach Art. 9 BV durch die Vorinstanz. Diese durfte ohne Willkür auf die Risikoabklärung der zuständigen Stelle abstellen und in der Folge die Benützung des Familienzimmers verweigern.
- Das Verwaltungsgericht des Kantons Zürich sah die Sicherheit der körperlich schwer behinderten Ehefrau, die unbestrittenermassen nicht in der Lage wäre den Alarmknopf zu betätigen, in einem unüberwachten Familienzimmer als nicht gewährleistet an.
- Bei der Risikoabschätzung kommt es im Übrigen nicht auf die persönliche Einschätzung der Gefahrenlage durch die Ehefrau des Bf. an.

Zusätzliche Links: *Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich (Vorinstanz) [VB.2014.00241](#) vom 24. Juli 2014 (Update 3.Q.2014)*

Schlagwörter: *Bundesgericht; Zürich; BV 9; EMRK 8; StGB 84; Kontakt zur Aussenwelt; Familienzimmer; Privat- und Familienleben; Gefährlichkeit; Rückfallgefahr; Gleichbehandlungsgebot*



Bundesverwaltungsgericht: Urteile

Bundesversammlung: Parlamentarische Vorstösse

Follow-up

- [14.4202 – Interpellation](#) Ursula Schneider Schüttel (eingereicht im NR am 11.12.2014) – Überbelegungen in den Gefängnissen. Werden die Grundrechte/Mindestgrundsätze im Strafvollzug noch respektiert?
Stellungnahme des BR: 11.02.2015
Stand: Im Rat noch nicht behandelt (20.03.2015 Diskussion NR verschoben)
- [14.4097 – Interpellation](#) Yvette Estermann (eingereicht im NR am 09.12.2014) – Kriterien für fürsorgliche Unterbringung
Stellungnahme des BR: 18.02.2015
Stand: NR erledigt 20.03.2015

Verschiedenes

APT: Neue Datenbank „[Detention Focus](#)“

Zusätzliche Links: ---

Schlagwörter: *APT; Asylsuchende; Frauen in Haft; Gesundheit in Haft; psychisch Kranke; Zelleninfrastruktur; Kontakt zur Aussenwelt; Zwangsmittel; Rechtsschutz; Strafvollzugspersonal; u.a.*